

## Editorial: Revitaliser la République

Lundi 21 Mai 2012

Quelle chose étrange que l'élection présidentielle ! Des personnes qui s'affrontent, pas toujours sur leur programme, souvent sur des questions de caractère ou de « style ». Et puis, in fine, c'est le destin de toute une nation qui change de mains. Par l'ampleur des pouvoirs qu'elles confèrent au Chef de l'Etat, les institutions françaises sont sans doute les plus autoritaires du « monde libre ». Quelles que soient les qualités des individus - « Le président que je serai ressemblera au candidat que je suis » a déclaré, de manière assez touchante (ou habile pour ses détracteurs), François Hollande – n'attend-t-on pas trop d'un seul homme ? Peut-il incarner tout un peuple, même s'il lui ressemble ?

Comme souvent, la campagne électorale a soigneusement évité d'aborder les questions cruciales : services publics, santé, école, construction européenne... Pourtant, l'histoire semble s'accélérer pour cette dernière : craquements dans la zone euro, tensions intergouvernementales, incertitudes des rapports avec Etats-Unis, rôle du couple franco-allemand, etc. Le Mécanisme européen de stabilité (MES) et le Traité sur la stabilité et la gouvernance, qui visent à sceller l'austérité sur le Vieux Continent, semblent de plus en plus rejetés par les populations. Le résultat des élections législatives en Grèce le 6 mai 2012 le confirme. Les peuples seront-ils enfin entendus ? (lire l'article d'André Bellon). On n'a pas davantage parlé de culture durant l'élection présidentielle. Mais quelle définition donnons-nous à ce mot, tiraillé entre crispations identitaires pour les uns et aspiration à l'émancipation humaine pour les autres ? L'idéal républicain doit, ici comme ailleurs, retrouver toute sa force libératrice et progressiste (lire l'article de Jérémy Mercier).

Tout semble à remettre à plat dans une France fatiguée des inégalités sociales et en quête d'un nouveau souffle politique. Pour la première fois depuis des décennies, les corps intermédiaires, notamment les syndicats, ont été frontalement attaqués par un chef de l'Etat en exercice. Nicolas Sarkozy s'est même laissé aller à tenter un « contre-1er mai », place du Trocadero à Paris. Or la démocratie ne peut fonctionner normalement si les organisations de salariés et les associations ne sont pas reconnues et ne peuvent agir en paix (lire l'article de Christian Berthier).

Rarement, la nécessité de revitaliser la République n'a été aussi nette. Rarement les circonstances n'ont offert un tel espace pour entreprendre cette mission.

Le Groupe République!

<http://www.le-groupe-republique.fr>